

Nouvel accord entre Paris et Londres contre les traversées de migrants dans la Manche

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION AVEC AFP ALEXANDRE HIELARD EDNH

14 novembre 2022



Paris - Poison de la relation entre la France et le Royaume-Uni, la lutte contre l'immigration illégale fait l'objet d'un nouvel accord de coopération signé le 14 novembre entre les deux pays pour enrayer les traversées de la Manche par des migrants, toujours plus nombreux à tenter ce dangereux périple.

Cette annonce intervient alors que la barre de 40 000 migrants ayant traversé le Channel cette année a été franchie dimanche, un record, selon le gouvernement britannique.

Les deux points principaux de cet accord sont une enveloppe de 72,2 millions d'euros que devront verser les Britanniques en 2022-2023 à la France pour augmenter de 800 à 900 le nombre de

policiers et gendarmes sur les plages françaises, d'où partent les migrants.



Il s'inscrit dans le cadre du traité "Sandhurst", signé en janvier 2018 entre les deux pays.

Aucun objectif chiffré d'interceptions de bateaux, comme le souhaitait le Royaume-Uni selon la presse outre-Manche, n'apparaît dans la déclaration commune, signée à Paris par le ministre français de l'Intérieur Gérard Darmanin et son homologue Suella Braverman.

"Ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous pouvons espérer résoudre ce problème complexe. Je voulais remercier Gérard et son équipe pour leur travail et leur coopération", a tweeté, en français, Mme Braverman.

Pour la première fois, des équipes d'observateurs seront déployées de part et d'autre de la Manche.



Le ministre français de l'Intérieur, Gerald Darmanin (d), et son homologue britannique, Suella Braverman (g), signent un accord de coopération pour enrayer les traversées de la Manche par des migrants, le 14 novembre 2022 à Paris AFP/Thomas Samson

| - Querelles bilatérales -

Les Britanniques vont également financer des places dans des centres d'accueil pour migrants dans le sud de la France pour dissuader les exilés qui empruntent la Méditerranée de remonter jusqu'à Calais.

Nouveaux drones de surveillance, chiens de détection, renseignement commun approfondi pour arrêter les passeurs (55 filières démantelées depuis 2020) et travail "le plus en amont possible" avec les pays d'origine et de transit des exilés, font partie de la douzaine d'actions listées dans l'accord.



Des migrants embarquent dans un bateau pour une traversée illégale de la Manche vers l'Angleterre, le 12 octobre 2022 à Gravelines, dans le nord de la France AFP/Sameer Al-Doumy

Tout en saluant le nouvel accord, Gérald Darmanin a dans une interview à la Voix du Nord enjoint à nouveau les Britanniques à *“changer pour éviter de demeurer une terre d'attraction”*.

Selon les autorités françaises, plus de 30 000 migrants ont été interceptés à ce jour en 2022.

Après des années de querelles, parfois virulentes, sur la question migratoire, notamment lorsque Boris Johnson et Liz Truss étaient Premiers ministres, le nouvel exécutif britannique a adopté un ton plus conciliant avec le gouvernement français, appelant à une relation plus *“constructive”*.

| - “Travailler avec les Français” -

Le Premier ministre Rishi Sunak, lui-même petit-fils d'immigrés indiens, a adopté une position très dure sur l'immigration. Il soutient le projet controversé des gouvernements conservateurs précédents d'envoyer les demandeurs d'asile au Rwanda, toujours suspendu à un examen par la justice.

“Au fil des ans, j'ai vu tant de ministres britanniques (...) se saisir du problème et tenter de le résoudre d'une manière ou d'une autre”, a déclaré à l'AFP Peter Ricketts, ancien ambassadeur britannique en France, “mais ils finissent tous par se rendre compte que la seule façon de maîtriser le problème est de travailler avec les Français”.

L'accord *“ne s'attaque pas aux facteurs qui poussent les hommes, les femmes et les enfants à entreprendre des voyages dangereux pour rejoindre le Royaume-Uni et ne fera donc pas grand-chose pour mettre fin aux traversées”*, a regretté de son côté sur Twitter l'ONG britannique Refugee Council.

“Peu importe la sécurité et la police, on tentera quoi qu’il arrive. Encore et encore”, confirmait lundi Halo, un Irakien de 36 ans accompagné de sa fille de 12 ans, interrogé par l’AFP au campement de Loon-Plage, à Grande-Synthe, dans le nord de la France.

Cet accord est signé près d’un an après la mort de 27 migrants, le 24 novembre 2021, lors du naufrage de leur bateau au large de Calais, le pire drame enregistré dans la Manche.



Un bateau de la SNSM transportant les corps de migrants morts dans le naufrage de leur embarcation pendant une traversée illégale de la Manche, arrive au port de Calais, le 24 novembre 2021 dans le nord de la France AFP/François Lo Presti

Selon le quotidien Le Monde citant des éléments de l’enquête judiciaire menée à Paris, les passagers du “small boat” en détresse avaient appelé à une quinzaine de reprises les autorités françaises mais celles-ci auraient attendu qu’ils dérivent dans les eaux anglaises.

“Rien de ce qui est contenu dans cet accord ne permettra d’éviter qu’un nouveau drame dans la Manche ne se reproduise demain”, a déploré l’ONG française France terre d’asile.

Plus de 200 personnes sont mortes ou ont été portées disparues, en mer ou sur terre, en tentant de rejoindre l’Angleterre au départ du littoral nord de la France depuis 2014, selon l’Organisation internationale pour les migrations (OIM).